

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Daniel Boulmier : Bureau de conciliation : la nouvelle sanction du demandeur absent pour motif légitime.

Florence Canut : Tir groupé autour de la clause de mobilité.

Philippe Masson : Les sous-traitants, la loi... et les juges.

Franck Petit : Représentation syndicale et représentation élue des personnels de l'entreprise depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008.

JURISPRUDENCE

voir notamment :

Travailleurs mis à disposition et bénéficie des activités sociales et culturelles.

Tribunal d'instance de Liévin 3 juillet 2008 - Note Emmanuelle Boussard-Verrecchia (p. 40)

Le Bureau de conciliation du Conseil de prud'hommes et la lutte contre les discriminations.

Conseil de prud'hommes de Lille (Concil.) 7 mars 2008 ; CPH Paris 8 juillet 2008 ; CPH Strasbourg 9 mai 2008 - Note François Clerc (p. 43)

Les conditions à l'ouverture par l'employeur des vestiaires des salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2008 - Note Nathalie Bizot (p. 49)

La structure de la rémunération résultant d'un accord collectif dénoncé constitue un avantage individuel acquis.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2008 - Note Patrick Tillie (p. 52)

Vaincre les prétendus obstacles juridiques au déclenchement des grèves.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 26 mars 2008 ; Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 3 juin 2008 - Note Francis Saramito et Arnaud Mazières (p. 56)

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Bureau de conciliation : la nouvelle sanction du demandeur absent pour motif légitime (à propos du décret n° 2008-715 du 18 juillet 2008, fortement suggéré par l'article 11 § 5 de l'ANI du 11 janvier 2008), par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2	1
Tir groupé autour de la clause de mobilité (à propos de six arrêts de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 14 octobre 2008), par Florence Canut , Maître de conférences à l'Université Montpellier 3	7
Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de mobilité – Contrôle (cinq espèces) - 1° Contrôle de validité – Zone géographique – Précision (troisième espèce) – 2° Mise en œuvre de la clause – Passage d'horaires nocturnes à des horaires diurnes – Modification du contrat (oui) (première espèce) – Incidences sur la rémunération – Licéité (non) (deuxième espèce) – Difficultés relationnelles – Sanction déguisée – Défaut de procédure disciplinaire – Abus (oui) (quatrième espèce) – Atteinte à une vie personnelle et familiale devant être justifiée par la tâche à accomplir et proportionnée au but recherché (cinquième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 octobre 2008	14
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 octobre 2008	14
Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 octobre 2008	15
Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 octobre 2008	15
Cinquième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 octobre 2008	16
Les sous-traitants, la loi... et les juges, par Philippe Masson , responsable des activités "droits, libertés, actions juridiques" de la CGT	17
Annexe : ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Effectifs et électorat – Travailleurs mis à disposition – Inclusion (deux espèces).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 novembre 2008	20
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 novembre 2008	21
Représentation syndicale et représentation élue des personnels de l'entreprise depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse	22

Jurisprudence :

COMITES D'ENTREPRISE – Travailleurs détachés – Bénéfice des activités sociales et culturelles au sein de l'entreprise d'origine (oui) – Perception dans l'entreprise d'accueil – Caractère indifférent.	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE LIEVIN 3 juillet 2008	40
Note Emmanuelle Bousard-Verrecchia , Avocate au Barreau de Versailles	42
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Ordonnances – Discriminations – Communication de pièces (trois espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (troisième espèce).	
Première espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LILLE (Bureau de conciliation) 7 mars 2008	43
Deuxième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Bureau de conciliation - Département) 8 juillet 2008	43
Troisième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE STRASBOURG (Bureau de conciliation) 9 mai 2008	44
Note François Clerc , Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie	45
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Contrat d'usage – Caractère temporaire de l'emploi – Vérification.	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 6 mai 2008	47
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Rupture avant terme pour faute grave – Sanction soumise à la procédure disciplinaire – Absence d'entretien préalable – Absence de notification écrite et motivée de la sanction – Rupture abusive.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juin 2008	48
Note Francis Saramito	48

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Pouvoir de direction de l'employeur – Contrôle et surveillance des salariés – Casier personnel – Ouverture – Condition.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 avril 2008	49
Note Nathalie Bizot	49
CONTRAT DE TRAVAIL – Suspension – Congé sans solde – Maladie avant son entrée en vigueur – Effet – Report de celui-ci (non) – Maintien conventionnel du salaire pendant la maladie (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 mai 2008	51
Note Francis Saramito	51
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Dénonciation – Avantages individuels acquis – Notion – Portée – Structure de la rémunération.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1er juillet 2008	52
Note Patrick Tillie	53
ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Vote par correspondance – Cas de recours – Circonstances exceptionnelles – Salariés à temps partiel ayant un autre emploi.	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE NICE 1er avril 2008	54
Note Emmanuel Pardo, Avocat au Barreau de Nice	55
GRÈVE – Service public – Préavis (deux espèces) – Contestation par l'employeur de sa régularité – Obligation de soumettre le litige au juge des référés – A défaut, entrave au libre exercice du droit syndical (première espèce) – Champ d'application – Activité soumise à des contraintes particulières de sécurité – Mission de service public (non) (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 26 mars 2008	56
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (18^{ème} ch. D) 3 juin 2008	57
Note Francis Saramito et Arnaud Mazières	59
TRIBUNAUX – Exécution d'une décision de justice – Société débitrice dépourvue de personnalité morale (deux espèces) – Comportement des associés – Apparence de société – Exécution à l'encontre des associés (oui) (première espèce) – Assignation délivrée au nom de l'enseigne commerciale – Vice de forme – Nullité de l'assignation (art. 114 NCP) (non) (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (2^e Ch. civ.) 22 mai 2008	60
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (2^e Ch. civ.) 17 avril 2008	61
Note Arnaud Mazières	61



RPDS n° 764 - Décembre 2008

Au sommaire :

Représentativité et droit syndical après la loi du 20 août 2008

- * Réforme de la représentativité
- * La présence syndicale dans l'entreprise

L'indemnisation du chômage partiel

L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, il peut être commandé à :

NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches-en-Ouche

Prix du numéro : **6,80 € (+ forfait de 3 € par envoi).**

Abonnement : **71 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.**

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : **www.librairie-nvo.com**